



D'un côté, Licenciements, chômage, De l'autre, Travailler plus ! Inacceptable !

Mardi 8 octobre a eu lieu la première négociation entre le patronat et les grandes confédérations syndicales sur « *le traitement social des restructurations* », c'est à dire les plans sociaux, les vagues de licenciements qui frappent de plein fouet le monde du travail, aggravent le chômage, généralisent l'insécurité sociale.

Le gouvernement comme le patronat sont bien obligés de se pencher sur les conséquences dramatiques pour la population de leur propre politique. Mais leur objectif n'est pas ce que prétend Chirac quand il déclare : « *Tous ensemble, Etat et partenaires sociaux, il nous appartient de créer de nouvelles garanties pour l'emploi de chaque française et de chaque français* ». Il est de gérer, au mieux des intérêts du patronat, le chômage qu'ils créent eux-mêmes, en essayant d'associer à leur politique les directions des grandes confédérations syndicales.

LES PATRONS CONTRE LES 35 HEURES ET POUR LA FLEXIBILITE

La politique du patronat et de l'Etat est entièrement vouée à un objectif : diminuer le coût du travail, intensifier l'exploitation du travail pour augmenter les profits. Au nom de la concurrence et de la compétitivité, ils veulent sans cesse accroître la productivité du travail. C'est pour ça, qu'aujourd'hui, le gouvernement remet en cause la loi sur les 35h, et surtout pas la flexibilité qui l'accompagne. Il veut, au contraire, l'aggraver, en laissant le maximum de liberté aux patrons pour imposer les horaires qu'ils veulent, en fonction de leurs seuls intérêts.

Avec cynisme, les licenciements font l'éloge du travail. Avec brutalité, ils insultent salariés et chômeurs qui seraient, peut-on lire, gagnés par la paresse.

C'est la logique capitaliste, l'économie de marché qui provoque le chômage et la précarité et, en prime, tous ceux qui en profitent, voudraient culpabiliser leurs propres victimes.

LE MYTHE DE LA CROISSANCE

Pour tenter de faire passer leur politique, Fillon et ses amis du gouvernement promettent le retour de la croissance et, disent-ils, le recul du chômage. Cela fait des années que les différents gou-

vernements nous racontent la fable du retour de la croissance.

Ce que veut la minorité qui dirige l'économie, c'est le retour de la croissance de ses affaires, de ses bénéfices. C'est leur propre politique qui crée la récession. Pour être productif et compétitif, ils licencient, bloquent les salaires, font des économies sur les services publics. Ils diminuent la consommation, ralentissent l'activité économique, créent, eux-mêmes, les dangers de récession. C'est à la logique même de leur système qu'il faut s'opposer.

INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

Les licenciements, le chômage, la précarité et la misère, le désespoir qu'ils engendrent sont un drame social intolérable. Et injustifiable. Il n'est pas acceptable que, dans un pays riche et moderne, des millions de femmes, d'hommes, de jeunes soient rejetés par la société.

Comment croire ce gouvernement quand il prétend vouloir « traiter socialement » les licenciements, alors qu'il vient d'avaliser la réduction des indemnités de plus de 800 000 chômeurs. Les reclassements, la formation ne sont que des promesses.

Il faut imposer des mesures qui garantissent, à tous, un emploi, c'est à dire, d'abord, interdire les licenciements.

Il faut que chacun puisse travailler, c'est à dire répartir le travail en diminuant le temps de travail, au lieu d'augmenter le temps de travail, en diminuant les emplois.

C'est une autre logique qu'il faut imposer, celle des droits des salariés.

Ce 8 octobre, les syndicats appelaient à des débrayages, grèves ou manifestations pour le droit à l'emploi. C'est à une véritable convergence des luttes qu'il faut œuvrer pour mettre un coup d'arrêt à la régression sociale.

Le 6 octobre 2003

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :